

Questions orales

Nous estimons que le moment est venu maintenant d'examiner certaines des questions que souhaite soulever l'ambassadeur Reisman. Les pourparlers sont suspendus et je présenterai un rapport plus complet à la Chambre en temps opportun.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, revenons-en à ce qui va se passer à partir de maintenant. Le premier ministre vient de dire que d'autres décisions devront être prises. En clair, cela veut plutôt dire que d'autres concessions devront être faites.

Des voix: Oh, oh!

M. Axworthy: Nous voulons que le gouvernement nous garantisse que, si les Américains ont rejeté l'entente jusqu'à maintenant, il ne fera pas d'autres concessions qui vont à l'encontre de l'intérêt national. Le premier ministre peut-il nous en donner l'assurance aujourd'hui?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, ce que vient de dire mon honorable collègue est à la fois ridicule et vexatoire, et il le sait très bien. Il sait très bien également, pour avoir lui-même participé à des négociations internationales, que les parties souhaitent en arriver à une entente. S'ils réussissent, alors ils la parapheront. Sinon, ils la mettront de côté. Tant qu'une entente globale n'a pas été conclue, aucun engagement ni aucune concession en particulier ne lie l'une ou l'autre des parties.

L'ambassadeur Reisman a connu les débuts du GATT. Il était alors sous-ministre des Finances. Il a négocié le Pacte de l'automobile il y a 22 ans. Nous avons retenu ses services à cause de sa grande compétence en négociations internationales, notamment en matière de commerce extérieur. Il s'est entouré d'une équipe de fonctionnaires qui sont les meilleurs et les plus compétents au Canada. Aux termes du mandat que leur a confié le gouvernement actuel, ils participent depuis deux ans à des négociations internationales difficiles et complexes. Or, selon ce que stipulait clairement le mandat, si Simon Reisman avait à un moment ou l'autre l'impression que l'intérêt national lui dictait de rompre les négociations, il devait le faire, car nous n'avons nullement l'intention de signer un accord qui ne soit pas dans l'intérêt national du Canada.

Des voix: Bravo!

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE METTRE UN TERME AUX POURPARLERS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je m'adresse moi aussi au premier ministre. Celui-ci a déclaré que le Canada et les États-Unis avaient seulement suspendu et non pas mis fin à leurs négociations. Son gouvernement a déjà fait des concessions dans les secteurs de l'énergie et de l'édition; il a déjà apporté des accommodements en ce qui concerne les critères d'investissements; il a déjà accepté de renégocier le pacte de l'automobile et on signale aujourd'hui qu'il aurait encore fait des concessions en matière de développement régional. Le premier ministre ne se rend-il pas compte qu'un accord obtenu en désespoir de cause risque de desservir les Canadiens et, partant, ne devrait-il pas dire aux Américains que les pourparlers sont non pas suspendus, mais terminés?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon honorable collègue, je le sais, aurait préféré

que le gouvernement n'entreprenne jamais ces pourparlers. Il est, je le sais, un apôtre du protectionnisme et de la réaction. C'est là une tradition néo-démocrate. Ceux-là même qui s'opposaient au pacte de l'automobile s'opposent maintenant à un accord global de libre-échange.

Je vais rétablir les faits à l'intention de mon honorable collègue. Je tiens à ce qu'aucun doute ne subsiste dans son esprit. Il a parlé de concessions dans les domaines de l'énergie et de l'investissement. Il fait sans doute allusion au fait que nous avons aboli le Programme énergétique national et l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Nous n'avons pas agi ainsi pour plaire aux Américains. Nous l'avons fait en vue d'édifier un Canada qui soit plus fort.

Des voix: Bravo!

[Français]

ON DEMANDE SI LE PREMIER MINISTRE VOUDRAIT DIRE DIRECTEMENT AUX AMÉRICAINS QUE CES DISCUSSIONS SONT TERMINÉES

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse encore une fois au premier ministre. Le gouvernement canadien a fait des concessions qui sont très importantes pour les Québécois dans le secteur agricole ainsi que dans le secteur de l'énergie, lesquelles sont très négatives pour les Québécois et pour les autres. Le premier ministre voudrait-il dire directement aux Américains, aujourd'hui, que ces discussions sont terminées, finales?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, celui qui vient de vous parler, l'otage des grands syndicats du centre du Canada, ne parle vraiment pas dans l'intérêt national, encore moins dans celui du Québec. Je viens tout juste d'avoir une conversation avec le premier ministre du Québec, et je vous assure que la suggestion que nos négociations ont eu un effet négatif sur l'agriculture ou l'énergie au Québec sera repoussée avec vigueur par le premier ministre du Québec, M. Bourassa, qui, lui, dit carrément à qui veut l'entendre qu'une entente de cette nature est dans l'intérêt national des Canadiens et de façon spéciale dans l'intérêt particulier de tous les Québécois. C'est le temps pour le chef des néo-démocrates de comprendre que les Québécois sont vraiment en faveur de ce pacte et de cette initiative au nom du gouvernement fédéral.

● (1430)

[Traduction]

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE D'INTERVENIR

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Au fil des mois et des semaines, monsieur le Président, au fur et à mesure que les Canadiens de toutes les régions de notre pays comprennent ce qui est en jeu dans ces pourparlers, soit la perte ultime de la souveraineté canadienne et du contrôle sur notre propre destinée économique, ils sont de plus en plus nombreux à s'opposer à ces discussions de portée générale.

Le premier ministre voudrait-il maintenant faire son devoir et, au nom des Canadiens, déclarer aux Américains que nous sommes bien prêts à poursuivre avec eux des négociations bilatérales et à nous livrer à un commerce multilatéral avec tous les pays du monde, mais que nous n'allons pas leur brader notre souveraineté? Nous tenons à ce qu'il mette un terme à ces négociations.